

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 1999 — 3684

[C - 99/29637]

**19 OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires dirigeants du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment les articles 13 et 96;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1997 portant création du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement;

Considérant qu'il convient de prendre les mesures rendant la gestion du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision plus efficace;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 octobre 1998;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 19 octobre 1998,

Arrête :

*CHAPITRE Ier. — Délégations en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux,  
de fournitures et de services*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les limites des crédits disponibles, sans préjudice des limitations imposées par la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 6 et 10, ainsi que l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont habilités conjointement à approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à choisir le mode de passation de marché, à engager la procédure et à conclure le marché d'entreprise de travaux, de fournitures et de services pour des marchés inférieurs à :

- 10.000.000 de francs pour les marchés passés par adjudication publique ou par appel d'offres général;
- 5.000.000 de francs pour les marchés passés par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint;
- 1.000.000 de francs pour les marchés passés par procédure négociée.

**Art. 2.** Les délégations précitées ne sont valables que pour autant que l'objet du marché ait été autorisé par le Gouvernement ou celui de ses membres compétent, soit par l'approbation d'un programme spécifique où cet objet est compris, soit par une décision particulière concernant cet objet, notamment si le programme n'est pas encore approuvé, ou que la dépense ait fait l'objet d'une inscription nominative au budget.

Une fois le budget du Service approuvé, cette autorisation n'est pas requise lorsqu'il s'agit de dépenses pour les besoins habituels des services (dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d'équipement).

**Art. 3.** Sont exclus du présent arrêté les marchés en matière d'informatique relatifs aux matériels, aux logiciels et aux services.

**Art. 4.** Le pouvoir de décider, après en avoir informé le Ministre compétent, des dérogations au cahier général des charges, de décider, après en avoir informé le Ministre compétent, de traiter à prix provisoires ou à remboursement, d'imposer le contrôle des prix et de prévoir l'octroi d'avances, est attribué au fonctionnaire dirigeant, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas un million de francs.

**Art. 5.** La compétence d'approbation de l'exécution du marché est accordée à l'autorité déléguée qui a attribué le marché.

**Art. 6.** Délégation conjointe est donnée au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint, dans les limites prévues aux articles 1er et 2 pour l'approbation des cahiers des charges, des états estimatifs et des décomptes pour accorder des prolongations de délais, soit déterminés proportionnellement, soit résultant du fait de l'administration ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier bien qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires, soit résultant encore des décomptes.

Les prolongations de délai dont question ne peuvent dépasser cinquante pour cent du délai initial.

Toute autre prolongation sera toujours approuvée par le Ministre compétent, sur rapport motivé du Service.

**Art. 7.** Le fonctionnaire dirigeant est autorisé à remettre des amendes ou pénalités de retard à concurrence d'un montant qui ne peut dépasser dix pour cent du montant initial du marché jusqu'à concurrence de cinq millions de francs.

**Art. 8.** Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint pour décider conjointement des mesures d'office prévues à l'article 20 § 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 à prendre contre l'adjudicataire défaillant et pour lui notifier cette décision conformément aux articles 20 § 6, 48 § 3, 1°, 66 § 2, 2° ou 75 § 2, 2° du cahier général des charges.

Cette délégation de pouvoirs est limitée aux marchés où le retard dans l'exécution est supérieur à 1/2 N (N étant le délai initial en jours ouvrables).

**Art. 9.** Les limites financières des délégations prévues par le présent arrêté s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

#### CHAPITRE II. — Délégations en matière de frais de missions et d'activités

**Art. 10.** Délégation est accordée au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint, chacun pouvant agir isolément, pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives aux missions à l'étranger, après information du Ministre compétent, à la participation à des séminaires et colloques ainsi qu'aux frais de réunions.

#### CHAPITRE III. — Délégations en matière de personnel

**Art. 11.** Délégation de compétence est accordée au fonctionnaire dirigeant pour recevoir la prestation de serment des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4.

**Art. 12.** Délégation de compétence est accordée au fonctionnaire dirigeant pour :

1° admettre au stage les lauréats admis par le secrétaire permanent au Recrutement dans les emplois des niveaux 2+, 2, 3 et 4 et pour nommer à titre définitif les agents stagiaires de ces niveaux;

2° signer, après désignation par le Ministre, les contrats d'engagement ou les actes de mise au travail :

a) des agents contractuels;

b) des agents contractuels subventionnés;

c) des jeunes en vue de leur occupation en qualité de stagiaires (dans le cadre du stage des jeunes);

3° fixer la position administrative des membres du personnel des niveaux 2+, 2, 3 et 4 mais après accord du Ministre dans le cas d'un congé pour exercer des fonctions dans le Cabinet d'un Ministre ou Secrétaire d'Etat ou dans le Cabinet du Président ou d'un Membre d'un Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région ou par désignation pour l'accomplissement d'une mission;

4° prendre les actes administratifs nécessaires lorsque le Service de Santé administratif conclut à l'inaptitude physique du candidat ou du membre du personnel, y compris la démission et l'admission à la pension;

5° toutes les relations avec le secrétaire permanent au Recrutement;

6° fixer et liquider le traitement des membres du personnel, déterminer l'avancement de traitement ainsi que fixer et liquider le montant de l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;

7° établir la proposition requise pour le changement de grade ou la promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur;

8° autoriser des prestations à titre exceptionnel et approuver les états de frais y afférents;

9° — mettre les agents en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

— fixer le traitement d'attente à octroyer à l'agent en disponibilité pour maladie ou infirmité;

10° placer en disponibilité pour convenance personnelle les agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4 qui en font la demande;

11° — accorder, soit à leur demande, soit parce qu'ils ont atteint l'âge de la pension, démission de leurs fonctions aux agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

— fixer le droit à la pension à charge du Trésor des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

12° délivrer et retirer les certificats d'identification aux agents définitifs, stagiaires, temporaires ou contractuels.

Le fonctionnaire dirigeant informe une fois tous les six mois le Ministre compétent en lui communiquant une liste actualisée de tous les agents dans leurs fonctions et grades réels.

**Art. 13.** Délégation de compétence est accordée conjointement au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint pour :

1° autoriser les membres du personnel des niveaux 2+, 2, 3 et 4 à s'absenter pour une longue durée justifiée par des raisons sociales ou familiales;

2° placer un agent en non-activité s'il s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé;

3° licencier pour motif grave les membres du personnel engagés par contrat;

4° suspendre un agent de ses fonctions dans l'intérêt du service;

5° accomplir les actes en matière de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;

6° accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique;

7° autoriser les membres du personnel à utiliser leur véhicule personnel pour les déplacements de service occasionnels;

8° accorder les congés annuels de vacances et les congés exceptionnels;

9° accorder les congés aux agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4 dans les cas suivants :

a) pour des motifs impérieux d'ordre familial;

b) pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné, de l'enseignement universitaire;

c) pour exercer par interim une fonction dans une école officielle ou dans une école libre subventionnée;

d) pour présenter une candidature aux élections législatives ou provinciales;

e) pour prestations réduites justifiées pour des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle;

f) pour suivre les cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre du congé de promotion sociale et du congé de formation;

g) pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'agent volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps;

h) pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, en qualité d'engagé volontaire à ce corps;

i) pour l'accueil d'un enfant de moins de dix ans, en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officielle;

j) à la naissance d'un enfant, le congé parental;

10° rappeler en service un agent qui est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, et que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre ses fonctions à temps partiel.

Le fonctionnaire dirigeant informe le Ministre compétent des mesures prises en application des 2°, 3° et 4° du présent article.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions générales*

**Art. 14.** En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, son adjoint le remplace et assume ses obligations et prérogatives.

En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant adjoint, les délégations conjointes sont exercées par le seul fonctionnaire dirigeant.

**Art. 15.** Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint peuvent conjointement subdéléguer tout ou partie de leurs délégations, après accord du Ministre des Finances.

**Art. 16.** Le fonctionnaire dirigeant est compétent pour opérer la répartition des tâches à l'intérieur du Service.

**Art. 17.** Dans la mise en œuvre du présent arrêté et pour tout ce qui n'y est pas expressément précisé, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint se conformeront aux pratiques administratives du Ministère de la Communauté française.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1998.

Bruxelles, le 19 octobre 1998.

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 1999 — 3684

[C - 99/29637]

**19 OKTOBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende delegaties van bevoegdheid en handtekening aan de leidend ambtenaren van de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, inzonderheid op de artikelen 13 en 96;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1995 houdende regeling van haar werking;

Overwegende dat de maatregelen dienen te worden getroffen die het beheer van de Dienst voor Heffing van het Kijk- en Luistergeld efficiënter maken;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 september 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 oktober 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 oktober 1998;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 19 oktober 1998,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Delegaties inzake gunning en uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten*

**Artikel 1.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten, onverminderd de beperkingen opgelegd door de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid de artikelen 6 en 10, alsook het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zijn de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar gezamenlijk gemachtigd de bijzondere aannemingsvoorwaarden of de als zodanig geldende bescheiden goed te keuren, de wijze te kiezen waarop de opdracht wordt gegund, de procedure aan te vatten en de opdracht voor de aanneming van werken, leveringen en diensten af te sluiten voor opdrachten van minder dan :

- 10.000.000 frank voor de opdrachten gegund bij openbare aanbesteding of bij algemene offerteaanvraag;
- 5.000.000 frank voor de opdrachten gegund bij beperkte aanbesteding of bij beperkte offerteaanvraag;
- 1.000.000 frank voor de opdrachten gegund bij onderhandelingsprocedure.

**Art. 2.** De voormelde delegaties zijn enkel geldig voor zover het voorwerp van de opdracht werd toegelaten door de Regering of door het bevoegde lid ervan, ofwel bij goedkeuring van een specifiek programma waarin dit voorwerp is begrepen, ofwel bij een bijzondere beslissing over dit voorwerp, inzonderheid wanneer het programma nog niet werd goedgekeurd, of indien de uitgave nominatief in de begroting werd geboekt.

Zodra de begroting van de Dienst goedgekeurd is, is deze toelating niet meer vereist wanneer het uitgaven betreft voor de gewone behoeften van de diensten (lopende werkings-, consumptie- en uitrustingsuitgaven).

**Art. 3.** Van dit besluit worden uitgesloten, de opdrachten m.b.t. de informatica betreffende de hardware, de software en de diensten.

**Art. 4.** De bevoegdheid om, na de bevoegde Minister ervan op de hoogte gebracht te hebben, te beslissen over de afwijkingen van de algemene aannemingsvoorwaarden, om, na de bevoegde Minister ervan op de hoogte gebracht te hebben, te onderhandelen tegen voorlopige prijzen of tegen terugbetaling, en om de controle van de prijzen op te leggen en in de toekenning van voorschotten te voorzien, wordt toegekend aan de leidend ambtenaar, voor de opdrachten waarvan de financiële raming niet boven 1 miljoen frank ligt.

**Art. 5.** De bevoegdheid om de uitvoering van de opdracht goed te keuren wordt verleend aan de gedelegeerde overheid die de opdracht heeft toegekend.

**Art. 6.** Gezamenlijke delegatie wordt toegekend aan de leidend ambtenaar en aan de adjunct-leidend ambtenaar binnen de perken bepaald bij de artikelen 1 en 2 voor de goedkeuring van de aannemingsvoorwaarden, de ramingsstaten en de afrekeningen, om verlengingen van de termijnen toe te kennen, ofwel evenredig bepaald, ofwel voortvloeiend door toedoen van het bestuur of door het feit dat er zich voorvallen voordoen die de medecontractant niet kon verhinderen en aan de gevolgen waarvan hij niet kon ontsnappen ofschoon hij alle nodige voorzorgen had genomen, ofwel ook nog voortvloeiend uit de afrekeningen.

De verlengingen van de termijn waarvan sprake, mogen niet meer dan vijftig percent van de aanvangstermijn bedragen.

Elke andere verlenging wordt altijd goedgekeurd door de bevoegde Minister, op gemotiveerd verslag van de Dienst.

**Art. 7.** De leidend ambtenaar mag boeten of straffen wegens laattijdige uitvoering opleggen ten belope van een bedrag dat niet meer dan tien percent van het oorspronkelijk bedrag van de opdracht mag bedragen tot beloop van vijf miljoen frank.

**Art. 8.** Delegatie wordt toegekend aan de leidend ambtenaar en aan de adjunct-leidend ambtenaar om samen te beslissen over de maatregelen van ambtswege bedoeld bij artikel 20 § 6 van de bijlage van het koninklijk besluit van 26 september 1996 die moeten genomen worden tegen de in gebreke gebleven aannemer en om hem kennis te geven van deze beslissing, overeenkomstig de artikelen 20 § 6, 48 § 3, 1°, 66 § 2 2° of 75 § 2 2° van de algemene aannemingsvoorwaarden.

Deze bevoegdheidsdelegatie is beperkt tot de opdrachten waar de achterstand inzake uitvoering groter is dan 1/2 A (A is de oorspronkelijke termijn in werkdagen uitgedrukt).

**Art. 9.** De financiële perken van de delegaties bedoeld bij dit besluit worden verstaan exclusief belasting over de toegevoegde waarde.

HOOFDSTUK II. — *Delegaties inzake kosten voor opdrachten en activiteiten*

**Art. 10.** Delegatie wordt toegekend aan de leidend ambtenaar en aan de adjunct-leidend ambtenaar, waarbij ieder van beiden afzonderlijk kan optreden, ter vastlegging, goedkeuring en ordonnancering van de uitgaven tot 100.000 frank voor de opdrachten in het buitenland, na de bevoegde Minister op de hoogte te hebben gebracht, voor de participatie aan seminaries en colloquia alsook voor de vergaderingskosten.

HOOFDSTUK III. — *Delegaties voor personeelszaken*

**Art. 11.** Delegatie van bevoegdheid wordt toegekend aan de leidend ambtenaar om de eed van de ambtenaren van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 af te nemen.

**Art. 12.** Delegatie van bevoegdheid wordt toegekend aan de leidend ambtenaar :

1° om de geslaagden voor de stage toe te laten die door de vast wervingssecretaris werden toegelaten tot de betrekkingen van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 en om de stagedoende personeelsleden van die niveaus vast te benoemen;

2° na de aanstelling door de Minister, om de aanwervingsovereenkomsten of de akten van tewerkstelling te ondertekenen van :

a) de contractuelen;

b) de gesubsidieerde contractuelen;

c) de jongeren met het oog op hun tewerkstelling als stagiairs (in het kader van de stage van jongeren);

3° om de administratieve toestand van de personeelsleden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 te bepalen, na instemming echter van de Minister, in het geval van een verlofperiode om een ambt uit te oefenen in het Kabinet van een Minister of Staatssecretaris of in het Kabinet van de Voorzitter of een Lid van de Regering van een Gemeenschap of een Gewest of bij aanstelling voor de uitvoering van een opdracht;

4° om de nodige bestuurshandelingen te treffen, wanneer de Administratieve Gezondheidsdienst concludeert tot de lichamelijke ongeschiktheid van de kandidaat of van het personeelslid, met inbegrip van het ontslag en de oppensioenstelling;

5° voor alle relaties met de vast wervingssecretaris;

6° om de wedde van de personeelsleden vast te stellen en uit te betalen, de weddeverhoging te bepalen en het bedrag van de toelage voor de uitoefening van een hoger ambt te bepalen en uit te betalen;

7° om het geschikt voorstel op te maken voor de verandering van graad of de bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau;

8° om prestaties uitzonderlijk te veroorloven en de daarbij behorende kostenstaten goed te keuren;

9° — om de ambtenaren in disponibiliteit te stellen wegens ziekte of gebrekkigheid die geen definitieve ongeschiktheid voor de dienst als gevolg heeft, maar die afwezigheden veroorzaakt die langer duren dan deze van de verlopen wegens ziekte of gebrekkigheid;

— om het wachtgeld te bepalen dat aan de ambtenaar in disponibiliteit wegens ziekte of gebrekkigheid moet toegekend worden;

10° om de ambtenaren van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 die erom verzoeken, in disponibiliteit te stellen voor persoonlijke aangelegenheden;

11° — om ontslag uit hun ambt toe te kennen aan de ambtenaren van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 die ofwel erom verzoeken, ofwel omdat zij de pensioensleeftijd hebben bereikt;

— om het pensioensrecht ten laste van de Schatkist voor de ambtenaren van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 vast te stellen;

12° om de getuigschriften van identificatie af te leveren aan of af te nemen van de vast benoemde, stagedoende, tijdelijke of contractuele personeelsleden.

De leidend ambtenaar brengt eenmaal om de zes maanden de bevoegde Minister op de hoogte, door hem een geactualiseerde lijst van al de ambtenaren in hun werkelijke ambten en graden mede te delen.

**Art. 13.** Delegatie van bevoegdheid wordt tegelijkertijd aan de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar toegekend :

1° om de personeelsleden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 toelating te geven voor lange tijd afwezig te zijn, gewettigd door sociale of familiale redenen;

2° om een ambtenaar in non-activiteit te stellen indien hij zonder toelating afwezig is of indien hij zonder geldige reden de termijn van zijn verlof overschrijdt;

3° om de bij arbeidsovereenkomst aangeworven personeelsleden af te danken om gewichtige redenen;

4° om een ambtenaar in zijn ambt te schorsen in het belang van de dienst;

5° om de handelingen inzake vergoeding voor de arbeidsongevallen en de beroepsziekten te verrichten;

6° om toelating te geven in België georganiseerde congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties bij te wonen;

7° om de personeelsleden toelating te geven hun persoonlijk voertuig te gebruiken voor occasionele dienstreizen;

8° om de jaarlijkse vakantieverloven en de uitzonderlijke verloven toe te kennen;

9° om de verloven toe te kennen aan de ambtenaren van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 in de volgende gevallen :

a) om dwingende redenen van familiaal belang;

b) om een stage of een proefperiode door te brengen in een andere betrekking van een overheidsdienst, het gesubsidieerd onderwijs, een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum, een gesubsidieerde dienst voor beroepsoriëntering of een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut van het universitair onderwijs;

c) om ad interim een ambt waar te nemen in een officiële school of in een gesubsidieerde vrije school;

d) om zich kandidaat te stellen voor de parlements- of de provincieraadsverkiezingen;

e) voor verminderde prestaties verantwoord door sociale of familiale redenen of voor persoonlijke aangelegenheid;

f) om cursussen te volgen met het oog op de vervolmaking van zijn intellectuele, morele of sociale vorming in het kader van het verlof voor sociale promotie en het opleidingsverlof;

g) om cursussen te volgen aan de school voor civiele bescherming, ofwel als vrijwilliger bij dit korps, ofwel als leerling die niet tot dat korps behoort;

h) om in vreedstijd prestaties te leveren in het korps van de civiele bescherming als vrijwilliger bij dat korps;

i) voor de opvang van een kind van minder dan tien jaar, met het oog op zijn adoptie of de waarneming van een pleegvoogdij;

j) bij de geboorte van een kind, het ouderschapsverlof;

10° om een ambtenaar terug in dienst te roepen die afwezig was wegens ziekte of gebrekkigheid en die door de Administratieve Gezondheidsdienst geschikt werd verklaard om zijn ambt tijdelijk te hervatten;

De leidend ambtenaar brengt de bevoegde Minister op de hoogte van de maatregelen die genomen werden met toepassing van 2°, 3° en 4° van dit artikel.

#### HOOFDSTUK IV. — *Algemene bepalingen*

**Art. 14.** Bij afwezigheid of verhindering van de leidend ambtenaar, wordt deze vervangen door zijn adjunct, die zijn verplichtingen en prerogatieven waarneemt.

Bij afwezigheid of verhindering van de adjunct-leidend ambtenaar, worden de gezamenlijke delegaties uitgeoefend door de leidend ambtenaar alleen.

**Art. 15.** De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar kunnen samen hun delegaties volledig of gedeeltelijk subdelegeren, na instemming van de Minister van Financiën.

**Art. 16.** De leidend ambtenaar is bevoegd om de taken in de dienst te verdelen.

**Art. 17.** Bij de uitvoering van dit besluit en voor wat al wat er niet uitdrukkelijk in nader bepaald is, zullen de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar zich schikken naar de administratieve praktijken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Brussel, 19 oktober 1998.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1998.

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 1999 — 3685

[99/29145]

#### **26 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française autorisant la RTBF à affecter au compte de résultat de l'exercice 1996 la plus-value résultant de l'activation des archives**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la RTBF;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 fixant les règles relatives à la présentation des budgets et à la comptabilité de la RTBF, notamment l'article 13;

Vu l'accord du Ministre des Finances du 4 janvier 1999;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'Audiovisuel et la tutelle sur la RTBF dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement de la Communauté française approuve, conformément à l'article 13 de l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 fixant les règles relatives à la présentation des budgets et à la comptabilité de la RTBF, la décision du 17 mars 1997 du conseil d'administration de la RTBF d'affecter au compte de résultat de l'exercice 1996 la plus-value résultant de la réévaluation des archives audiovisuelles de la RTBF.

**Art. 2.** Cette dérogation à l'application des règles usuelles de droit comptable n'est admise qu'à titre exceptionnel afin de donner une présentation du patrimoine la plus fidèle de la RTBF. Cette exception ne peut être étendue à des situations courantes, habituelles se présentant de façon identique ou similaire dans nombre d'entreprises.

Bruxelles, le 26 janvier 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,  
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

#### VERTALING

N. 1999 — 3685

[99/29145]

#### **26 JANUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de RTBF gemachtigd wordt de meerwaarde voortvloeiend uit de boeking van het archief op het actief, voor de resultatenrekening van het dienstjaar 1996 te bestemmen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de RTBF;

Gelet op het besluit van 26 juli 1990 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels betreffende de vorm en de inhoud van de begrotingen en betreffende de boekhouding van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française", inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën van 4 januari 1999;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheden de Audiovisuele Sector en het Toezicht op de RTBF behoren;